

Motion Voltaire - 11/05

Retraites, salaires, moyens - on ne lâche rien !

Les personnels de la cité scolaire Voltaire, réunis ce jeudi 11 mai en assemblée générale avec les sections syndicales (SNES-FSU,SN-FO-LC,SUD-Education, CGT-Educ'Action) se félicitent du succès des manifestations unitaires du 1^{er} mai qui ont rassemblé plus de 2,3 millions de salarié.es jeunes et retraité.es dans le pays.

Cette mobilisation d'ampleur inégalée depuis 30 ans confirme que la population, les salarié.es, sont toujours aussi déterminé.es à agir pour l'abrogation de la réforme brutale et injuste des retraites.

La puissance du mouvement a révélé une crise de légitimité sans précédent du pouvoir. Face à l'opposition populaire, sans majorité parlementaire et après avoir utilisé tous les outils les plus antidémocratiques de la constitution, il n'a d'autres arguments que la répression et l'interdiction des manifestations.

Le déni démocratique et les provocations continuent. Après avoir supprimé des centaines de classes et de postes dans le primaire et le secondaire, E.Macron et P.Ndiaye multiplient les attaques contre l'école publique au mépris de l'ensemble des personnels et de leurs syndicats.

- Nous dénonçons la pseudo revalorisation du socle : loin des 10% annoncés par E. Macron pendant sa campagne, très loin des 25% perdus depuis 20 ans, elle ne permettra même pas de compenser l'inflation actuelle. Ainsi, selon le collectif "Nos services publics", 70% des enseignants verront leur pouvoir d'achat diminuer sur un an, malgré cette "revalorisation" annoncée ! Par ailleurs, versée sous forme de prime cette pseudo revalorisation ne comptera pas dans le calcul des pensions retraites !
- Nous refusons le pacte qui est un véritable cheval de Troie pour détruire nos statuts : remplacements de courte durée, multiplications des tâches, renforcement du pouvoir hiérarchique ... Alors que les enquêtes ministérielles de la DEEP confirment l'épuisement professionnel, nous refusons de travailler plus.
- Nous dénonçons la réforme des lycées professionnels, véritable plan social au mépris des collègues et de leurs statuts, au mépris de la formation des élèves les plus fragilisés par cette société, transformés en main d'œuvre à bas coût.

- Nous rejetons le projet de fusion AED/AESH qui vise à rendre les personnels interchangeables, sans les former, au mépris des compétences et des fonctions de chacun, au mépris de l'accompagnement des élèves et au détriment de l'inclusion des élèves en situation de handicap.
- En cette fin d'année, alors que le Ministre a maintenu les épreuves de spécialité en mars malgré l'opposition de tous les syndicats, nous ne pouvons que constater les effets délétères de la réforme du Bac et de Parcoursup qui se traduisent par une démobilité massive des élèves alors que des parties conséquentes des programmes restent à traiter.

Nous exigeons :

- L'abrogation de la contre réforme Borne et le retour à l'âge de départ à 60 ans avec 37,5 annuités.
- L'augmentation des salaires à hauteur de 20% pour tous sans contrepartie et l'abandon du pacte.
- L'annulation des fermetures d'établissements, de classes et de postes et l'abandon de la réforme des lycées professionnels.
- Le retrait de la réforme du Bac Blanc, de Parcours sup et le retour à un bac national avec épreuve terminale anonyme.

Nous nous associerons sur la base de nos revendications à toutes les initiatives à venir et en particulier la **grève nationale interprofessionnelle du 6 juin**.

Nous organisons une nouvelle **“Nuit de l'École Publique” le 25 mai**.